



Lettre n° 252 du 4 septembre 2022

Au sommaire :

- **Une rentrée scolaire dans la tourmente de l'offensive libérale** - Christine Héraud
- **Catastrophes climatiques, crise énergétique, inflation, guerres, l'urgence d'une rupture avec le capitalisme en faillite** - Bruno Bajou
- **Le socialisme, le communisme, « un projet de société » ou « le mouvement réel qui abolit l'état actuel » ?** - Trame de l'intervention d'Yvan Lemaitre à l'université d'été du NPA

## Une rentrée scolaire dans la tourmente de l'offensive libérale

La rentrée s'annonce « *convenable même si elle ne se déroule pas dans des conditions optimales* »... « *il y aura un professeur devant chaque classe dans toutes les écoles de France* », annonçait le nouveau Ministre de l'éducation Pap N'diaye, une semaine avant la rentrée, alors qu'il manquait 4 000 enseignants début juillet, à l'issue des concours de recrutement. Début août, à l'Assemblée nationale, il reconnaissait une rentrée « *plus difficile que d'habitude* » et un recours aux contractuels « *plus important que je ne souhaiterais* ».

En prévision d'une rentrée qui révèle l'état de délabrement de l'école, de nombreuses académies comme celles de Versailles ou de Dijon ont organisé à la va-vite des recrutements de contractuels. Les candidat.e.s de niveau Bac+3 avaient 20 à 30 minutes pour convaincre un jury de leur « *capacité à enseigner* » et les sélectionné.e.s ont bénéficié d'une formation express de quatre jours à la veille de la rentrée pour apprendre à utiliser un cahier de texte, un cahier-journal, trouver des outils sur internet... avant de se retrouver seul.e.s, sans aucune expérience, devant une classe.

Manque de postes, manque d'enseignants, manque de personnels administratifs, éducatifs, sociaux et de santé, précaires bouche-trous payés au lance-pierre, classes sans enseignants le jour de la rentrée, locaux insuffisants... à cela s'ajoutent les salaires bloqués pendant des années et qui dépassent à peine le SMIC pour un enseignant débutant, les conditions de travail dégradées, les classes surchargées, les restrictions budgétaires. Il manque aussi des milliers de chauffeurs de bus scolaires, à qui les collectivités ne proposent la plupart du temps que des contrats mal payés à temps partiels qui ne permettent pas de vivre, avec des amplitudes horaires qui s'étalent sur la journée pour quelques heures de transport, une situation qui va aussi mettre en difficulté de nombreuses familles.

Cette rentrée révèle à grande échelle à quel point l'école est à bout de souffle après des années de réformes et de politiques menées par des gouvernements qui l'ont soumise, comme la santé et l'ensemble des services publics aux logiques de rentabilité, de concurrence, de privatisations, au détriment des conditions d'études et de travail de l'ensemble des personnels.

La réponse à la crise de l'école passera par une « *révolution culturelle* » a déclaré Macron devant les recteurs le jeudi 25 août, voulant souligner qu'elle ne passera pas par une augmentation des moyens. Il annonce clairement qu'il entend poursuivre sa politique, celle de Blanquer qui n'a cessé de creuser les inégalités scolaires, contribuant à faire de l'école française une des plus inégalitaires d'Europe.

### L'école de la précarité

La pénurie de profs et de nombreux autres métiers de l'éducation comme les médecins scolaires et les infirmières, les assistantes sociales, les personnels administratifs et d'éducation est la conséquence de la dégradation générale des conditions de travail et des salaires. L'enseignement est considéré par beaucoup de jeunes comme un secteur difficile et mal payé et les recrutements sont en baisse chaque année, les démissions se multiplient. En recrutant des enseignants contractuels à pôle emploi, sur petites annonces dans la presse locale, en 30 minutes dans des job-dating, Macron poursuit et amplifie la politique de ses prédécesseurs, la précarisation généralisée de l'école. Une offensive qui touche aussi aujourd'hui de plein fouet les enseignants, jusque-là plus préservés que les assistants d'éducation ou les AESH, accompagnants des élèves en situation de handicap.

En dix ans le nombre de travailleurs précaires a triplé, l'Education nationale est devenue le premier employeur de précaires du pays. De la maternelle à l'université, un

personnel sur quatre est aujourd'hui contractuel. L'immense majorité des AESH, assistants pédagogiques et assistants de vie scolaire sont maintenus dans la précarité, sans formation adaptée ni reconnaissance, avec des contrats majoritairement à temps partiel, payés en moyenne 760 euros mensuels. Les contractuels précaires de droit privé, CAE et autres CUI dont l'éducation nationale a longtemps usé et abusé ont été progressivement remplacés par des contractuels de droit public, tout aussi précaires, qui doivent attendre 6 ans pour espérer un CDI sans aucun rapport avec le statut de fonctionnaire et par le recours massif aux services civiques qui ne relèvent même pas du droit du travail.

Pour tenter de désamorcer la colère des enseignants mais aussi de parents dont les enfants sont de plus en plus fréquemment privés de cours par manque de remplaçants, d'accompagnants du handicap, N'Diaye promet vaguement « *au printemps 2023, un concours exceptionnel de titularisation pour des enseignants contractuels* » déjà en poste, pour le premier degré seulement, sans plus de précisions sur le nombre et les conditions. Une promesse dérisoire au regard des immenses besoins en personnels titulaires stables, formés, qui ne pourra trouver de réponse que dans la lutte de l'ensemble des personnels de l'éducation, pour imposer la titularisation de tous les précaires en postes et des embauches massives de titulaires.

## **Les salaires, une nécessité immédiate pour l'ensemble des personnels**

Comme pour l'ensemble des salariés du pays, l'inflation met à l'ordre du jour la question des salaires. Après avoir augmenté le point d'indice des fonctionnaires de 3,5 % au 1er juillet 2022, très en deçà de l'inflation, Macron a dû promettre la revalorisation des salaires des enseignants, 10 % dans un avenir indéfini, et 20 % sous condition... d'accepter des « missions » supplémentaires. Il faudra travailler plus pour gagner plus. Il a évoqué un minimum de 2 000 € nets mensuels pour les débuts de carrière à partir de septembre 2023, une augmentation non négligeable si elle voit le jour, mais très relative au regard de la flambée des prix... d'ici l'année prochaine. Et rien pour les précaires, contractuels enseignants, AED ou AESH que le gouvernement refuse de titulariser.

Débuter avec 1,2 fois le smic après cinq années d'études contre 2,3 fois dans les années 1980, pas de quoi s'étonner que « *le plus beau métier du monde* » selon Pap N'Diaye ne fasse plus recette auprès des jeunes ! « *Pallier au choc d'attractivité pour le métier* » passe par une augmentation générale des salaires et leur indexation sur les prix, une lutte que les travailleurs de l'éducation ont intérêt à mener en rejoignant et en convergeant avec les nombreuses grèves pour les salaires des salariés du privé et du public.

## **Marchandiser l'école pour répondre aux impératifs d'économie et de rentabilité**

Macron a annoncé de nouvelles réformes de la voie pro-

fessionnelle qu'il a qualifiée de « *gâchis collectif* », pour « *réarrimer très en profondeur et en amont le lycée professionnel avec le monde du travail* ». Il veut développer les temps de stage d'au moins 50 %, qui se feront au détriment de la culture générale, « *ouvrir l'école aux métiers* » dès la 5ème. Il déclarait déjà en 2020, concernant l'accès à l'université : « *Tous les lycéens n'ont pas vocation à suivre des études universitaires et certains doivent être orientés beaucoup plus tôt vers la voie professionnelle et si possible via l'apprentissage.* ». Accélérer l'offensive pour soumettre l'école aux besoins du patronat, c'est « *l'école du futur* » qu'il appelle de ses vœux.

Le 2 juin, il en a dessiné les grandes lignes à Marseille, où l'expérimentation a déjà commencé. Il promet aux enseignants de « *laisser l'initiative au terrain* », plus de « *souplesse* » et d'« *autonomie* », un « *grand travail pour bâtir un projet nouveau, école par école* », en leur proposant un « *nouveau pacte* ». Les financements dépendront des projets proposés par les équipes pédagogiques pour lesquels il va débloquer un « *fonds d'innovation pédagogique* » doté de 500 millions d'euros.

Cette politique du contrat s'inscrit dans l'offensive contre le service public d'éducation, le statut de ses fonctionnaires, et marque la fin de l'éducation prioritaire qui donnait un peu plus à ceux qui avaient moins, en particulier à la jeunesse des quartiers populaires que la nouvelle école de l'élitisme, de l'individualisme et de la concurrence, de la sélection sociale prive de culture et laisse sans avenir, livrée à l'exploitation, aux petits boulots ou au chômage.

L'école que Macron parachève est celle de la généralisation du contrat, du marché de l'éducation livré à la fuite en avant du capital assoiffé de plus-value, l'achèvement du dépeçage de l'Éducation nationale. Elle participe de la précarisation générale du travail, qui n'est pas une fatalité mais la conséquence de l'offensive et de l'idéologie des classes dominantes contre le monde du travail et la jeunesse pour l'accaparement des richesses.

## **Pour une école de l'émancipation, en finir avec une politique de classe élitiste**

Le successeur du détesté Blanquer, N'Diaye, que les médias ont présenté comme son opposé poursuit la même politique, celle de Macron qui a assuré lui-même, -une première !-, la rentrée des recteurs d'académie.

Les annonces de rentrée sont loin de répondre aux besoins et aux attentes des salarié.e.s de l'éducation. Des grèves ont éclaté dès cette semaine ou sont en préparation, pour beaucoup en région parisienne, sans attendre l'appel des directions syndicales à la journée du 29 septembre, journée interprofessionnelle pour le pouvoir d'achat et les salaires appelée par la CGT, Solidaires et la FSU. Bon nombre de salariés n'ont aucune illusion sur l'efficacité d'une nouvelle journée de mobilisation sans lendemain appelée par des directions syndicales qui ont fait le choix du dialogue social et refusent d'organiser l'affrontement nécessaire du monde du travail avec le gouvernement et les patrons. Mais ils peuvent se servir de la

journee du 29, pour faire entendre leurs exigences tous ensemble, salariés du public et du privé et sans attendre, se regrouper, s'organiser démocratiquement et en toute indépendance pour élaborer et défendre un programme pour leurs luttes, dans la perspective de la prise en main par eux-mêmes de leurs affaires. Cela passe par la lutte pour la démocratie ouvrière, la défense des militants syndicaux et politiques que les bureaucraties syndicales veulent censurer voire exclure comme la fédération des métaux CGT, qui veut exclure l'ensemble du syndicat de PSA Poissy, son secrétaire général Farid Borsali et Jean-

Pierre Mercier, porte-parole CGT Groupe PSA/Stellantis, militant de Lutte ouvrière. [1]

La dégradation de l'éducation nationale est celle de la régression sociale généralisée et lutter pour une autre école, émancipatrice, est la lutte de toutes et tous pour une autre organisation de la société débarrassée du parasitisme du capital, de la domination de classe et de l'exploitation, pour que le plus grand nombre accède au temps libre et à la culture.

Christine Héraud

[1] <https://chng.it/dLw4ZPsGzZ>

## Catastrophes climatiques, crise énergétique, inflation, guerres, l'urgence d'une rupture avec le capitalisme en faillite

Depuis une dizaine de jours, les déclarations provocatrices se succèdent reflétant autant l'impuissance et la panique du gouvernement face à l'aggravation de la crise globale du capitalisme et à la colère sociale qui monte, que le cynisme de sa fuite en avant au service des classes dominantes.

Après « *la fin de l'insouciance et de l'abondance* » annoncée par Macron, Elisabeth Borne a décliné la « sobriété » à toutes les sauces. « *L'heure n'est plus aux querelles entre les partisans d'une écologie des petits pas et ceux de la décroissance* », a-t-elle déclaré devant le Medef, appelant chacun à « *prendre sa part, à sa mesure* » en « *organis[ant] ensemble la baisse de la consommation d'énergie* ». Elle a demandé aux entreprises de réduire leur consommation énergétique de 10 % dans les prochaines semaines... diminution qui s'inscrit le plus souvent dans les plans de réduction des coûts que les entreprises prévoient déjà. L'occasion aussi pour certaines de réclamer de nouvelles aides de l'Etat comme Lactalis, leader mondial des produits laitiers, qui en a profité pour demander le dé plafonnement des aides publiques à l'investissement dans la transition énergétique.

« *Les entreprises feront leur part* » pour mettre en place un « *capitalisme décarboné* », une « *croissance sobre* » a donc pu répondre, Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef, rajoutant même non sans cynisme, « *j'assume le terme de planification écologique* ».

Quant au reste de la population, elle aura surtout droit à de nouvelles leçons de morale qui n'empêcheront ni l'augmentation des prix ni probablement de réelles restrictions. « *L'heure est venue de changer un certain nombre de nos habitudes* », a prévenu Olivier Véran, porte-parole du gouvernement. A l'issue du Conseil de défense réuni vendredi par Macron sur l'approvisionnement en gaz et en électricité à l'approche de l'hiver, Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition énergétique a appelé à « *la mobilisation générale* », parlant de notre « *responsabilité collective* » : « *L'Etat prendra sa part et sera exemplaire. C'est un effort collectif, proportionné et raisonnable : la sobriété, c'est la chasse au gaspillage, ce n'est pas deman-*

*der aux entreprises de baisser leur production ou leur activité* »... ni leurs profits ! Le « *plan de sobriété* » du gouvernement devrait être présenté courant septembre.

### Pas de « sobriété » pour les profits

Quelques jours plus tôt dans la presse Borne avait déclaré qu'elle ne voulait pas « *fermer la porte* » à une taxation des « *superprofits* » des entreprises, argumentant que « *personne ne comprendrait que des entreprises dégagent des profits exceptionnels alors même que les Français peuvent être inquiets pour leur pouvoir d'achat* ». Propos sans lendemain mais qui exprime une inquiétude bien réelle du gouvernement. Ces profits exceptionnels qui s'affichent sans vergogne ne font que révéler aux yeux du plus grand nombre, en suscitant indignation et révolte profondes, l'égoïsme des classes dominantes et la folie d'un système capitaliste dont la seule logique est l'accumulation sans fin du capital quelles qu'en soient les conséquences pour les populations et leur environnement.

Cet été l'ensemble de la population a été confrontée à la multiplication de phénomènes catastrophiques : incendies, sécheresse, canicule, inondations, orages, qui se rajoutent à l'inquiétude que provoquent la guerre en Ukraine, les pénuries liées à la désorganisation de l'économie, l'inflation alimentée par les spéculations sur les matières premières et l'augmentation de leurs marges par tous les groupes industriels. Dans le même temps, les géants du CAC 40 ont dégagé des profits record qui, avec plus de 81 milliards de bénéfices pour le premier semestre 2022, font suite au record de 160 milliards d'euros de l'année 2021. Cela représente déjà une hausse de 24 % par rapport au premier semestre 2021. De bénéfices qui profitent avant tout aux actionnaires. Un nouveau record en euros a même été battu en France avec 44,3 milliards d'euros de dividendes versés au deuxième trimestre 2022.

Alors que toutes ces multinationales ont depuis des années pu largement profiter des cadeaux que l'Etat a multipliés pour maintenir coûte que coûte la machine à profit, Geoffroy Roux de Bézieux a eu le culot de déclarer que « *le plus grand super profiteur* », « *c'est l'Etat* », arguant

que « *les recettes fiscales du premier semestre 2022 ont augmenté de 27 milliards d'euros* ». Et il n'a d'ailleurs pas hésité à réclamer de nouveaux cadeaux car « *La meilleure façon d'aider les ménages français, c'est de rendre de la compétitivité à leurs employeurs* » !

Message entendu par Bruno Le Maire qui a tranché : « *Je ne sais pas ce que c'est qu'un super profit* », « *Je sais que les entreprises doivent être profitables, c'est tout ce que je sais* » et de se réjouir que les aides de l'Etat aient pu ainsi alimenter les profits et dividendes des actionnaires.

Derrière les discours sur la « *planification écologique* », sur la « *sobriété* » du gouvernement, il n'y a qu'une nouvelle étape dans l'offensive des classes dominantes, avec de nouvelles attaques sociales pour le monde du travail et la jeunesse et de nouveaux cadeaux au patronat : réforme de l'assurance-chômage, du RSA, réforme des retraites d'un côté, baisse des impôts de production avec notamment la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) de l'autre.

L'ampleur des catastrophes climatiques de cet été, la crise énergétique et l'inflation, la guerre en Ukraine, contribuent à transformer largement les consciences, à renforcer l'inquiétude face à l'avenir comme la conviction qu'il y a urgence à sortir de cette folie de la logique du marché, à contester le pouvoir des classes dominantes qui plongent l'humanité dans la pauvreté, la précarité généralisée et dont la folie menace les conditions mêmes de survie de milliards de personnes.

## **Pour Mélenchon une « rupture complète avec le capitalisme »... sur le terrain institutionnel**

Tel est l'enjeu de la situation qu'exprime à sa façon Mélenchon quand il parle de la nécessité « *de se déployer dans l'imagination d'une rupture complète avec le système capitaliste* », reprenant lors de l'université d'été de LFI l'expression utilisée par Mitterrand, son modèle, à l'époque de l'Union de la Gauche...

Toute la question est de savoir quel contenu donner à cette rupture : simple effet rhétorique pour finalement ne dessiner comme seule perspective que la dissolution de l'Assemblée Nationale et de nouvelles élections ou une réelle perspective pour les luttes sociales en toute indépendance des institutions ?

Lors de l'Université d'été de la NUPES, Mélenchon a annoncé l'organisation d'une « *grande marche contre la vie chère* », de dimension nationale, un samedi d'octobre, tout en appelant tous ses militants à soutenir les luttes locales qui vont se multiplier dans les semaines qui viennent et à relayer les appels syndicaux, la journée d'action CGT du 22 septembre dans la santé et celle interprofessionnelle du 29 septembre appelée par la CGT, Solidaires et la FSU. Des appels dont il nous faut bien sûr nous emparer même s'ils ne s'inscrivent pas comme des étapes dans un plan de bataille pour passer à l'offensive.

De son côté Olivier Faure du PS a proposé un référen-

dum d'initiative partagée sur la taxation des profiteurs de crise qui nécessite d'obtenir 4,5 millions de signatures. Un objectif repris par LFI qui met en ligne une pétition... comme s'il était possible d'obtenir la taxation des profits des multinationales pas une simple pétition quand toute la vie sociale, toute la politique des Etats est inféodée à la défense de leurs intérêts !

Mais surtout le problème est la perspective dans laquelle s'inscrivent ces appels à la mobilisation.

Pour Mélenchon c'est clair : « *Si le mouvement populaire se mobilise, c'est nous qui dirons à Macron : il est temps de retourner aux urnes.* » Comme l'avait résumé Mathilde Panot, présidente du groupe insoumis à l'Assemblée, la semaine dernière : « *La vie politique française est un compte à rebours vers la dissolution* » ... sous-entendu que la seule véritable perspective est de retourner aux urnes ! « *Je n'ai cessé de croire que nous aurons bientôt à gouverner ce pays.* » a conclu Mélenchon.

Ainsi pour les partis de la gauche institutionnelle, les paroles sur la nécessité de rompre avec la folie capitaliste comme les appels à la mobilisation sociale n'aboutissent d'une façon ou d'une autre qu'à la seule perspective de constituer un bon gouvernement de gauche, doté d'un bon programme qui, aussi radical qu'il se prétende, se réduit à une liste de promesses posées sur le terrain institutionnel, hors du rapport de force entre les classes, à mettre en place à coup de pétitions ou de votes majoritaires à l'Assemblée Nationale... éternel jeu de dupes institutionnel et électoral qui ne peut qu'enfermer la révolte du monde du travail et de la jeunesse dans une impasse.

Face à tous ceux qui veulent nous imposer au nom de la « *sobriété* » de nouveaux sacrifices pour continuer à garantir les profits de quelques multinationales, au risque de plonger l'ensemble de l'humanité dans le chaos, il n'y a pas d'issue dans le cadre de ces institutions taillées sur mesure par et pour les classes dominantes. Pas d'autres solutions que de contester le « *droit* » que les classes dominantes, cette poignée de parasites, s'est arrogé, de soumettre l'ensemble de la vie sociale à leurs seuls intérêts, à tout sacrifier à la course effrénée aux profits.

Tourner le dos à ces illusions institutionnelles est indispensable pour comprendre et tirer toutes les conséquences des raisons profondes de la faillite globale actuelle du capitalisme financier, qui plonge la société dans une régression sociale et politique mondiale, dans un état de crise permanente aux multiples aspects, économiques, sanitaires, écologiques, démocratiques.

## **Face aux catastrophes en cours, prendre le contrôle de la marche de la société pour planifier la production des biens utiles**

Comme l'ont souligné plusieurs scientifiques du climat, l'été 2022, avec son enchaînement de catastrophes est un avant-goût de ce qui va se passer dans les prochaines décennies, avec des événements climatiques extrêmes plus intenses et plus fréquents. « *Un été comme celui qu'on*

*connaît aujourd'hui sera un été moyen des années 2040* » prévient le climatologue Jean Jouzet.

Le système capitaliste est non seulement responsable de l'accélération et de l'ampleur prises par le réchauffement climatique qui menace l'avenir même de l'humanité mais il est aussi le principal obstacle pour y faire face, y compris dans la gestion de crise, quand il s'agit de se protéger de ses effets catastrophiques les plus immédiats.

Si l'ampleur des incendies est la conséquence de la combinaison de la sécheresse et de la canicule provoquées par ce réchauffement, elle est aussi la conséquence de toutes les politiques de démantèlement des services publics que ce soit l'ONF chargée de la gestion publique des forêts, Météo France ou les pompiers qui dénoncent depuis des années leur manque de moyens humains comme en matériel, du camion-citerne aux moyens aériens...

Il est désormais inévitable que les événements catastrophiques, incendies, inondations, orages mais aussi pandémie se multiplient. S'il n'est plus possible de l'empêcher, il faudrait au moins l'anticiper, s'y préparer, s'y adapter en mobilisant les moyens matériels et humains suffisants pour être capables de protéger les populations.

Mais, à cause de leur soumission aux intérêts des classes dominantes et à cette logique absurde d'accumulation sans fin et sans limite du capital, les gouvernements et les États sont bien incapables de mettre en œuvre la moindre politique répondant à l'intérêt général que ce soit pour limiter l'ampleur du réchauffement climatique ou pour gérer dans l'urgence les situations catastrophiques qu'il entraîne.

Même si l'enjeu écologique semble universel, les États n'ont jamais pris de décisions politiques à la hauteur des recommandations des scientifiques, car cela impliquerait de s'en prendre aux intérêts des multinationales dont ils servent les intérêts. Tout au contraire, les conférences pour le climat qui se succèdent depuis une trentaine d'années comme la « *planification écologique* » de Macron ou le « *green New Deal* » de l'UE, n'ont servi et ne serviront à rien d'autre qu'à défendre les intérêts de ces multinationales en faisant la promotion d'un capitalisme « vert » pour leur permettre, à grands renforts de fonds publics, de continuer à faire du profit en exploitant les populations, en pillant les richesses naturelles, en ravageant l'environnement.

C'est pour cela que la situation ne peut qu'empirer et le réchauffement s'accélérer... Pour ne prendre qu'un

exemple de ce double langage des multinationales et des États à leur service, en trente ans, la part des énergies fossiles dans le « mix énergétique » mondial n'a baissé que de 4 % (86 % en 1992, 82 % en 2021). Les énergies renouvelables ne remplacent pas les énergies fossiles : elles s'y ajoutent permettant aux mêmes multinationales de faire du profit sur les deux tableaux, avec les énergies fossiles sur lesquelles elles spéculent aujourd'hui provoquant la hausse des prix de l'énergie comme avec les énergies renouvelables en bénéficiant des aides de l'État au nom de la « *transition énergétique* ». La conséquence est que les concentrations dans l'atmosphère des gaz à effet de serre ont atteint des niveaux records en 2021, tout comme la hausse du niveau des océans, selon l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA).

La crise écologique, sous ses multiples aspects, réchauffement climatique, effondrement de la biodiversité, pollution de l'eau, de l'air, des sols est une manifestation du caractère spécifique, global de la crise actuelle du capitalisme, de la faillite historique d'un système et de l'impasse que constituent aujourd'hui les États et les institutions qui le défendent.

Comprendre les causes profondes de la crise écologique, c'est prendre conscience que face aux catastrophes annoncées, mobiliser tous les moyens humains, scientifiques, techniques pour mettre en œuvre les solutions à la hauteur des enjeux implique d'affronter les intérêts sociaux et politiques des classes dominantes, d'une poignée de multinationales et de leurs actionnaires, de remettre en cause la propriété capitaliste.

L'impasse de la situation actuelle est aussi porteuse d'espoir car elle ne peut qu'entraîner la généralisation des révoltes qui éclatent déjà à travers le monde, c'est cette révolte qui est porteuse de la rupture possible et nécessaire avec le capitalisme en toute indépendance de ses institutions. Ce n'est qu'en rupture avec l'ordre social actuel, en prenant directement, collectivement le contrôle de la marche de la société pour imposer d'autres choix sociaux qui fassent passer la défense des intérêts du plus grand nombre et la préservation de l'environnement avant ceux d'une minorité, que l'ensemble de la production et des échanges pourra être réorganisé dans le cadre d'une planification démocratique au service de la satisfaction des besoins de tous.

*Bruno Bajou*

## **Le socialisme, le communisme, « un projet de société » ou « le mouvement réel qui abolit l'état actuel » ?**

« *Écosocialisme, communisme, autogestion... Pour quel projet de société nous battons nous ?* », ce débat est, en réalité, un débat sur notre programme, notre projet politique commun, plus largement celui du mouvement révolutionnaire, un débat qu'au final nous n'avons jamais, depuis la fondation du NPA, mené sérieusement

alors que notre congrès de fondation l'avait mis à l'ordre du jour afin de clarifier les ambiguïtés stratégiques et programmatiques qui prévalaient à sa naissance. Cette faiblesse de direction, conséquence des réticences de la principale fraction du NPA, la section française de la IV, à soumettre à la discussion sa propre orientation des partis

larges combinée à l'écosocialisme, est une des principales explications du renforcement des divisions au sein du NPA et de son affaiblissement.

A l'heure où le développement du capitalisme financiarisé mondialisé débouche sur une nouvelle période qui met la nécessité de la transformation révolutionnaire de la société à l'ordre du jour, cette discussion est centrale et devrait déboucher sur un document stratégique et programmatique capable de rassembler.

En effet, il ne s'agit pas d'avoir une discussion pourrait-on dire idéologique sans que cela ait de liens ou de conséquences sur l'activité et nos perspectives immédiates. Pas plus que notre programme ne se résume à « *un plan pour les luttes* » associé à un supplément d'âme que serait « *notre projet de société* », ce « *projet* » n'est pas un plan sur lequel nous voudrions modeler la société. Le socialisme scientifique tel que formulé par Engels n'est pas une utopie sur laquelle les révolutionnaires voudraient modeler le monde. Certes, il est nécessaire de restituer au marxisme la dimension utopique dont il a été amputé mais dans l'idée d'inscrire cette utopie, ce possible qui n'existe nulle part, dans la réalité de l'évolution historique de la société et des luttes de classes.

Enraciner notre compréhension de l'avenir possible de l'humanité dans les conditions objectives historiques suppose de développer un programme de transition vers le socialisme, le communisme, sans privilégier l'une ou l'autre des dénominations qui font l'une et l'autre référence à une continuité historique des luttes d'émancipation.

Il s'agit bien de répondre aux questions sur la nécessité, la possibilité, les conditions de réalisation d'une société communiste débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, de redonner crédibilité au programme révolutionnaire.

Répondre à ces questions, alors que la faillite des vieux partis issus du mouvement ouvrier a discrédité toute idée d'alternative au capitalisme, est au cœur de notre travail en opposition aux vaines tentatives de recycler les illusions réformistes sous la forme du populisme de gauche de Mélenchon.

### **« *Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel* » Marx, Engels**

« *Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes* » écrivaient en 1843 Karl Marx et Friedrich Engels dans *L'idéologie allemande*. L'idée ici développée est particulièrement importante dans le contexte historique actuel qui voit, du fait d'un appauvrissement du marxisme, le mouvement révolutionnaire balkanisé en de multiples chapelles pour qui le « *communisme révolutionnaire* » est plus une

proclamation volontariste qu'un programme ou une politique.

Notre projet, notre programme est « *de découvrir à l'intérieur de la forme de mouvement économique qui se désagrège les éléments de la nouvelle organisation future de la production et de l'échange qui éliminera ces anomalies* » écrivaient les fondateurs du socialisme scientifique. Les rapports de production socialistes, la nécessité de produire et d'échanger différemment, résultent des contradictions du capitalisme. Leurs bases matérielles et humaines sont les forces productives hautement développées prisonnières des rapports de propriété capitalistes.

Notre projet désigne une société sans classe, sans État, sans monnaie, où l'activité économique est transparente car les humains, à égalité, définissent eux-mêmes ce qui doit être produit et la manière de le produire.

La période de transition entre capitalisme et communisme est celle de l'expropriation du capital, de l'organisation d'un nouveau mode de production et d'échange fondé sur la coopération et la planification, la monnaie devient une unité de compte qui ne peut plus se transformer en capital. Au fur et à mesure que la révolution s'étend, que la planification démocratique détermine la production et la répartition, que l'économie est socialisée, que les progrès scientifiques et techniques sont mis au service des hommes, l'État dépérit.

Le temps de travail est réduit, les tâches rébarbatives sont effectuées à tour de rôle, la planification consciente permet les relations les plus riches entre les hommes et avec la nature. Avec la propriété privée disparaissent les oppressions de genre et de race. « *A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.* »

Ce sont là les grandes lignes d'une évolution sociale infiniment complexe que nous ne sommes en mesure ni d'imaginer ni de décrire.

Ce programme est une utopie au sens où il n'existe nulle part mais il indique l'évolution possible de la société qui en contient déjà les éléments objectifs mais aussi subjectifs qui s'expriment à travers les multiples luttes qui secouent la planète, luttes sociales, démocratiques, luttes des femmes, mobilisations contre le racisme, mouvement des migrants, luttes contre le réchauffement climatique... Des mobilisations qui intègrent la dimension planétaire des drames auxquels l'humanité est confrontée et, en conséquence, des réponses.

### **Les échecs ou plutôt les tentatives du passé, la révolution permanente à l'œuvre**

Paradoxalement, les révolutions du passé, dont beaucoup se complaisent à ressasser les échecs qui seraient les échecs du communisme, sont en réalité autant d'efforts héroïques des masses pour briser le carcan de l'oppress-

sion même si elles n'ont pu encore venir à bout du capitalisme et de la société de classes, des défaites qui, loin d'être une faillite, ont contribué à façonner le monde. Elles sont autant de moments de ce mouvement de révolution permanente, expériences et bouleversements sociaux qui participent de la maturation des bases objectives et subjectives de la révolution comme la révolution russe malgré le stalinisme ou les révolutions anticoloniales prisonnières des limites de la lutte nationale. Ce mouvement de révolution permanente a façonné le monde qui porte en lui une nouvelle phase révolutionnaire.

« Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielle de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société ? », écrivait Marx dans la Préface de *Contribution à la critique de l'économie politique*. Au-delà des appréciations subjectives, l'histoire nous montre qu'en réalité les conditions objectives et subjectives d'une transformation révolutionnaire mondialisée n'étaient, jusqu'alors, pas encore suffisamment mûres. Les bouleversements scientifiques, techniques réalisés depuis soulignent les limites du passé pour laisser voir le processus révolutionnaire mondialisé en maturation, les perspectives nouvelles qui s'ouvrent.

Plutôt que de regarder l'avenir dans le rétroviseur, il nous appartient de décrire, comprendre et anticiper les développements à venir de ce mouvement qui abolit l'ordre existant, n'a jamais cessé et se poursuit.

Cela veut dire prendre la mesure de l'évolution du capitalisme, des données de la nouvelle période.

## **Un programme qui naît des contradictions même du capitalisme arrivé à son âge sénile**

Nous connaissons une situation historique dominée par le développement d'un capitalisme arrivé à son âge sénile. Cette spécificité de l'époque trace la perspective du processus révolutionnaire en termes nouveaux.

Elle est la conséquence d'une crise globale d'accumulation. La logique même du capital est de s'accroître sans cesse par la transformation d'une partie de la plus-value produite par l'exploitation du travail humain vivant en toujours plus de capital. Aujourd'hui, malgré son expansion à la planète entière, ou plutôt à cause de cette expansion, le capital n'est plus en mesure de mettre en mouvement une quantité de force de travail suffisante pour extraire de la vente des marchandises la plus-value nécessaire à sa valorisation. Il ne peut s'accroître d'une valeur supérieure à celle dont il s'est antérieurement nourri et il se dévalorise. D'où la menace permanente de krach financier, de récession, la destruction de marchandises comme de force de travail, de la nature, le risque d'effondrement du système. La crise ne trouve d'autre réponse qu'une politique de régression sociale et démocratique, de militarisme et de guerre, de destruction et de pillage, de catastrophe écologique, piller toujours plus le travail humain et la nature pour éviter la faillite.

Ce processus n'est pas nouveau, il est inhérent au système. Mais, aujourd'hui, il n'est plus possible d'y répondre comme au début du siècle dernier, par le développement impérialiste qui permet, un temps, de surmonter ou plutôt de repousser les contradictions du capitalisme pour, à travers les guerres et les révolutions, atteindre un nouveau stade de développement, le capitalisme financiarisé mondialisé.

L'ère de l'impérialisme, qualifiée par Lénine de « *stade suprême du capitalisme* », est révolue. A l'ère du capitalisme financiarisé mondialisé, il n'y a plus d'expansion géographique possible. Tout progrès dans les applications de la science à la production tend à aggraver les obstacles à la valorisation du capital, se retourne contre lui. Les rapports de production sont dépassés par le développement des forces productives. Telle est la spécificité historique du capitalisme contemporain et de sa crise, la déroute historique d'une classe qui doit céder la place.

## **Le prolétariat, le sujet révolutionnaire**

Si la crise écologique dans toutes ses dimensions est l'expression la plus achevée de la globalité de la faillite du capitalisme, de son parasitisme destructeur et prédateur, nous n'avons pas pour autant besoin d'inventer un nouveau terme, l'écosocialisme, pour définir notre programme, ou de mettre le préfixe « éco » à toutes les sauces. Cette référence constante à l'écologie, loin de donner une nouvelle crédibilité aux idées du socialisme et du communisme, est bien plus source de confusion par rapport à l'écologie politique que de clarification.

Nous avons besoin, au contraire, de souligner l'existence du sujet révolutionnaire que le postmodernisme a effacé, pour redonner toute sa place à la lutte de classe. « *La bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires* ».

L'évolution globale du capitalisme a renforcé le prolétariat non seulement sur le plan numérique, de sa coopération à l'échelle internationale mais aussi sur le plan de ses capacités à l'auto-organisation, à apprendre en utilisant toutes les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies et l'augmentation du temps libre, même si les rapports d'exploitation donnent à ce temps libre la forme brutale de la précarité et du chômage. Après la conquête du pouvoir, le procès révolutionnaire libérera plus de temps dégagé des contraintes de la production tout en en finissant avec la production pour l'argent en faveur d'une production de valeurs d'usage destinées à satisfaire les besoins déterminés rationnellement par « *les producteurs associés* » eux-mêmes.

## **Le socialisme, le communisme, produits de l'impasse capitaliste et des luttes qu'elle engendre**

Le communisme n'est pas une société idéale inventée de toutes pièces par quelques penseurs plus ou moins bien

inspirés. C'est l'évolution même du capitalisme qui révèle sa monstrueuse sénilité quand il atteint ses limites historiques au moment où il a développé au maximum les forces productives. Cette situation qui le plonge dans une crise chronique catastrophique contient les moyens matériels de construire d'autres rapports sociaux émancipés de la propriété privée et fondés sur la coopération.

Une masse croissante de prolétaires, partout dans le monde, sont soumis à des conditions d'existence de plus en plus difficiles, précaires à travers une économie de plus en plus socialisée et internationalisée, interdépendante. Les connaissances, les sciences, les savoirs et techniques élaborés par les générations passées passent entre les mains de celles et ceux qui font tourner l'économie, le prolétariat même s'il en est dépossédé par le capital et les États. Une nouvelle culture prend forme.

Il n'y a cependant aucun automatisme, les rapports de classes et d'exploitation peuvent se perpétuer à travers le chaos et la barbarie hors de l'intervention consciente du prolétariat se constituant en classe, prenant conscience de lui-même, de la nécessité et de la possibilité de libérer l'humanité de la propriété privée qui fonde la domination de la classe capitaliste. En partant de ses propres exigences immédiates, de ses luttes pour se protéger des agressions du capital, le prolétariat en vient à remettre en cause la domination de classe, il est amené à faire sienne la proposition de Marx : « *Au lieu du mot d'ordre conservateur : un salaire équitable pour une journée de travail équitable, ils [les prolétaires] doivent inscrire sur leurs drapeaux le mot d'ordre révolutionnaire : abolition du salariat* ».

## **Le facteur révolutionnaire, « les fossoyeurs de la bourgeoisie », a besoin d'une politique communiste**

« *L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour condition essentielle l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du Capital ; la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables* ». Le processus décrit par Marx et Engels dans Le manifeste communiste a atteint un degré tel que l'affrontement de classe a aujourd'hui pour arène la planète entière et qu'il entre dans une phase décisive.

Au-delà des multiples différences selon les pays, les prolétaires sont toujours obligés de lutter pour assurer leur survie quotidienne contre « *les empiétements du*

*capital* ». Cette lutte se heurte à l'incompatibilité entre les besoins du plus grand nombre et les exigences de l'accumulation sans fin qui est la raison d'être du capital. La lutte réformiste qui ne remet pas en cause le rapport d'exploitation peut tout au plus freiner quelque peu la régression sociale sans être à même d'y mettre un coup d'arrêt.

Les prolétaires sont alors en mesure de prendre conscience de leur puissance face à la décadence de la bourgeoisie, de leur capacité à changer le monde, seule voie pour satisfaire leur propres besoins les plus élémentaires, s'emparer des moyens matériels, intellectuels, sociaux de leurs vies. Ils rompent alors avec l'idéologie des classes dominantes pour se constituer en classe, la conscience de la nécessité et de la possibilité d'une autre société qui ne peut naître que de bouleversements révolutionnaires.

Cette contradiction entre les drames engendrés par la faillite d'une classe décadente et les perspectives révolutionnaires faisait dire à Marx : « *Vous ne direz pas que je me fais une trop haute idée du temps présent, et si malgré tout je ne désespère pas de lui, c'est que sa situation désespérée est précisément ce qui me remplit d'espoir* ».

## **« Retrouver l'unité et la cohésion entre un programme marxiste et une stratégie révolutionnaire »**

Le premier pas pour les prolétaires est de s'approprier la compréhension de l'évolution du capitalisme en se libérant de l'idéologie et de la morale dominantes pour voir, sans fard, par-delà les discours officiels lénifiants, la réalité d'une classe parasitaire pour s'unir sur la base de la conscience que le capitalisme ne peut survivre qu'au prix d'une surexploitation des hommes et de la nature qui menace l'existence de la société humaine par la misère, les maladies, les guerres, une aggravation de la destruction de la nature. S'unir aussi dans la lutte politique contre l'offensive réactionnaire qu'engendrent la peur et la panique des classes privilégiées appelées par la droite et l'extrême droite à défendre leur « *mode de vie* » qui conduit à la dictature contre les classes et les peuples « *dangereux* ». La défense des droits démocratiques, des libertés est indissociable de la défense des conditions de vie ou de survie des classes exploitées.

Il s'agit donc bien, pour les communistes, de partir des besoins immédiats, urgents, sociaux, démocratiques, écologiques, contre les discriminations de sexe ou de race pour contribuer à ce que ces luttes convergent vers la contestation du vieil ordre bourgeois pour s'emparer des idées de la révolution et rompre avec le réformisme relooké, une démarche transitoire vers le socialisme, le communisme.

A travers les étapes de la lutte de classes, ses aléas, les révolutions et leurs limites et échecs, le développement du capitalisme a créé les deux conditions que Marx posait comme nécessaires à la transformation révolutionnaire de la société : l'épuisement de l'accumulation, de la croissance capitaliste, qui conduit le monde du travail à engager la lutte globale contre la domination de la bourgeois-



sie, la lutte pour le pouvoir afin de ne pas subir la violence destructrice et barbare d'une classe dépassée se battant pour sa survie.

Notre projet, notre programme s'inscrivent dans cette perspective. Il vise, dans une période de bouleversements économiques, sociaux, idéologiques et politiques, à reconstruire le lien entre stratégie et programme révolutionnaire, lien brisé par la faillite des vieux partis issus

du mouvement ouvrier. Une tâche à la fois pratique, politique, théorique, construire un mouvement ouvrier révolutionnaire, mettre en œuvre une politique communiste, « *retrouver l'unité et la cohésion entre un programme marxiste et une stratégie révolutionnaire* » pour reprendre la formule de Daniel Bensaïd.

*Trame de l'intervention d'Yvan Lemaitre  
à l'université d'été du NPA*